



L'engagement de l'instance de coordination nationale auprès de la société civile, des populations clés et des communautés - Un découplage conscient ?

Introduction

Lors de la 42^e réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial en 2019, l'un des principaux points de discussion pour le Comité stratégique et le Conseil était : « Comment les Instances de coordination nationale (ICN) peuvent-elles réussir au mieux à se positionner stratégiquement au sein des structures nationales et/ou à fusionner avec des plateformes de coordination existantes ou émergentes ? (non négociable : maintenir la participation active des populations affectées, y compris les populations clés, les personnes vivant avec les maladies, la société civile) ». La question du positionnement est abordée dans un autre article. L'aspect non négociable entre parenthèses est au cœur de cet article, qui s'appuie sur des sources telles que le rapport d'évaluation 2024 du Fonds mondial sur les instances de coordination nationales (ICN), ainsi que sur d'autres rapports et contributions provenant du terrain.

Rôle du gouvernement dans les ICN

Dans sa présentation à la réunion de GFAN Afrique de février 2024 sur la planification de la huitième reconstitution du Fonds mondial, Claudia Ahumada, responsable du plaidoyer auprès de la société civile et des communautés, a partagé les évaluations de l'espace civique national du CIVICUS Monitor 2023, qui indiquent que les pays où le Fonds mondial concentre son travail coïncident avec les pays où les menaces pour le plaidoyer de la société civile sont les plus importantes. En outre, les gouvernements souhaitent confier la prestation de services plutôt que de soutenir la société civile dans la défense des

droits humains et des lois équitables qui remettent en cause le gouvernement de quelque manière que ce soit. L'impact est visible dans les ICN.

ICN de l'Inde

Alors que le gouvernement cherche à prendre le contrôle du récit national, les ONG font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux. Le fait que le gouvernement ait retiré à certaines ONG l'autorisation de recevoir des fonds étrangers est un exemple de politique restrictive. Selon le procès-verbal de la 89^e réunion de l'ICN de l'Inde en août 2023, la vice-présidente a noté que certaines activités et certains budgets du PR des ONG dans le cadre du Fonds mondial ont été transférés aux récipiendaires principaux (RP) du gouvernement et elle a averti que l'utilisation optimale des ressources par le RP du gouvernement constituait un défi. Lorsqu'elle a été interrogée sur les raisons du transfert d'une allocation plus élevée pour le bénéficiaire principal gouvernemental dans le cadre du VIH, par exemple, « elle a été informée que les bénéficiaires principaux gouvernementaux engageraient davantage les ONG indiennes et d'autres organisations à entreprendre des activités ». En outre, la chaîne d'approvisionnement, les laboratoires et le soutien technique, qui relevaient auparavant des RP ONG, ont été transférés aux PR gouvernementaux. L'accent a également été mis sur les organisations communautaires plutôt que sur les ONG en tant que représentantes de la société civile. L'Inde a ainsi demandé au Fonds mondial « d'assouplir ses critères d'éligibilité financière » pour permettre la participation de « réseaux et d'organisations communautaires » en tant que ONG RP. Entre-temps, l'enveloppe globale allouée aux ONG pour la tuberculose a été réduite, mais elle a doublé pour les activités communautaires. Le représentant de l'OSC-VIH a également demandé que le centre à guichet unique ne soit pas directement mis en œuvre par l'ONG RP, mais par l'intermédiaire de réseaux et d'un engagement communautaire.

Toutefois, si les gouvernements dominent les ICN, ce n'est pas parce que la société civile travaille mieux, comme l'a révélé le rapport d'évaluation des ICN du Fonds mondial.

Rapport d'évaluation du Fonds mondial 2024 : Aperçu des 52 évaluations finales :

Bien qu'une majorité (86 %) ait déclaré avoir reçu une formation annuelle sur les ICN et sur leur rôle, le [cadre de performance intégré](#) (CPI) a révélé ce qui suit :

- Pour seulement 50 % des membres de l'ICN, l'orientation s'est faite en ligne ou a comporté des réunions en face à face.
- Parmi les membres de la société civile, seuls 42% d'entre eux ont établi un lien constant avec leurs circonscriptions avant ou après les réunions, ce qui a été cité comme une lacune importante par 31% des personnes interrogées, bien que la majorité de la société civile (79%) ait participé à des comités clés.
- Alors que la majorité (87 %) des comités de surveillance comprenait des populations vulnérables clés ou des personnes vivant avec des maladies (PLVD), des données stratégiques ont été collectées auprès de non-membres et des populations vulnérables clés ou des personnes vivant avec des maladies par seulement 44 % des comités de surveillance.
- L'échange d'informations entre le Secrétariat de la ICN et ses membres n'a pas manqué, la majorité

d'entre eux (81 %) ayant fourni des informations adéquates. Cette constatation confirme que l'un des domaines prioritaires identifiés par la majorité (70 %) des ICN ayant participé à l'étude pilote de l'Initiative stratégique d'évolution des ICN (tel que mentionné dans le rapport d'audit 2023 des ICN par le Bureau de l'Inspecteur général (BIG)) a été en grande partie atteint. Pour en savoir plus sur l'Initiative stratégique d'évolution, consultez [Aidsplan](#).

Étant donné que la société civile est représentée dans 50 % des 110 ICN et dans plus de 40 % des 69 % des ICN ayant fait l'objet des 52 évaluations finales, les résultats ci-dessus n'augurent rien de bon quant au rôle des organisations de la société civile (OSC) au sein des ICN. Ils montrent que la prise de décision tourne autour des seuls représentants des OSC, mais qu'elle n'est pas transmise à ceux qu'ils prétendent représenter, reflétant ainsi les flux de décision menés par le gouvernement. Cette constatation confirme l'une des questions soulevées lors du webinaire organisé par le Stop TB-Global Fund Advocates Network (GFAN) en février 2024 : Comment les représentants doivent-ils rendre des comptes ?

Voix du terrain

Webinaire Stop TB-GFAN, compte rendu de la réunion du conseil d'administration de Stop TB, Brésil et rapport d'action, 2024 :

Besoin de systèmes, de formation et de bonnes pratiques

Il est urgent de mettre en place des systèmes solides qui permettent une participation significative de toutes les parties prenantes, y compris des communautés marginalisées. Il s'agit notamment de créer des supports de formation complets et de diffuser les meilleures pratiques afin de doter les représentants des connaissances et des compétences nécessaires pour défendre efficacement leurs intérêts. En outre, le rapport souligne la nécessité d'investir dans des initiatives de renforcement des capacités qui améliorent la capacité des représentants à s'engager de manière significative dans la gouvernance mondiale de la santé.

Webinaire EANNASO – Cycle de subvention 7 du Fonds mondial – Partage d'expériences en matière d'engagement communautaire en Afrique anglophone, 2024 :

Au Sud-Soudan, le gouvernement a aidé les populations clés à participer au plan stratégique national, qui coïncidait avec le CS7 du Fonds mondial. L'assistance technique d'EANNASO a permis aux OSC et aux communautés d'identifier les priorités à soutenir financièrement.

D'autres pays ont connu des expériences contrastées. En Tanzanie, par exemple, les inégalités sociales sont flagrantes en ce qui concerne les ressources destinées à soutenir les communautés : les habitants

parcourent quotidiennement de grandes distances pour se rendre sur les lieux de réunion, tandis que les représentants du gouvernement sont logés et pris en charge dans des installations mises à leur disposition par le gouvernement.

En Gambie, un groupe de travail thématique communautaire a été dirigé par une institution gouvernementale.

Une présentation du Mozambique a montré que les désaccords entre les priorités de la société civile et les souhaits des communautés ont donné lieu à des discussions animées. En raison du manque d'expertise dans la lutte pour les priorités, certains groupes ne peuvent pas obtenir leur juste part d'opportunités pour se faire entendre et donc leur juste part dans le processus lorsque les budgets sont redistribués.

Un participant du Kenya a indiqué que les priorités réelles des demandes de financement sont souvent progressivement réduites. Mais le document final n'est vu que par les équipes nationales et les équipes chargées du renouvellement des financements. Alors qu'un panier de priorités est ostensiblement présenté, des discussions ont en réalité déjà eu lieu à huis clos sur ce qu'elles seront. Pour reprendre les mots de Rosemary Mburu, directrice exécutive de WACI Health, « Tout ce sur quoi vous avez travaillé hier a disparu ».

Actuellement, il appartient aux pays et/ou aux groupes d'intérêt de rechercher un soutien financier pour participer aux dialogues nationaux. Par exemple, l'ICN du Zimbabwe a reçu un soutien financier de l'UNICEF pour permettre aux jeunes de contribuer à l'établissement des priorités et le Conseil national du sida a soutenu les populations clés. La différence que peut faire la représentation des jeunes se reflète dans le fait qu'au Ghana, pour la première fois, les priorités des jeunes ont été incluses dans les plans stratégiques nationaux, avec une participation active aux ateliers ainsi que des recommandations pour les demandes de financement. Toutefois, les personnes vivant avec des maladies sont à nouveau sous-représentées : un jeune vivant avec la tuberculose a participé à la rédaction du rapport, mais pas ceux qui vivent avec le paludisme ou le VIH.

Webinaire de la Plateforme régionale Afrique francophone – Cycle de subvention 7 du Fonds mondial Partage d'expériences avec les organisations de la société civile (OSC) en Afrique francophone, 2023 :

La Côte d'Ivoire, le Niger et Madagascar ont fait part des difficultés qu'ils ont rencontrées : faiblesse de la communication interne et externe à tous les niveaux ; participation insuffisante aux différentes étapes du processus ; absence de retour d'information avant le dialogue national entre les OSC des centres urbains et celles de l'intérieur du pays ; faiblesse des mécanismes de responsabilisation des OSC au sein des groupes de rédaction ; choix des OSC participant au processus de subvention ; participation à la finalisation de la demande de financement. Par exemple, la liste des activités communautaires incluse dans les notes conceptuelles n'a jamais été incluse dans la demande de financement. ([Voir notre Aidsplan, OFM](#)).

L'engagement des jeunes dans les processus de la ICN et du Fonds mondial en Asie-Pacifique, 2022 :

En 2022, une analyse situationnelle des défis et des facteurs facilitant l'engagement des jeunes a été réalisée dans 18 pays de la région Asie-Pacifique. L'évaluation a montré que seuls sept pays (l'Iran, la Malaisie, la Mongolie, la Thaïlande, le Timor-Leste, le Vietnam et les Philippines) ont déclaré avoir une représentation des jeunes dans les ICN. Cela a été possible grâce à la volonté politique d'être inclusif et à la formalisation de leur représentation, ainsi qu'au mentorat et à la supervision par des parties prenantes qui les soutiennent. En outre, seule la moitié (50 %) du total des réponses (n =29) a déjà participé à des demandes de financement du Fonds mondial au niveau des dialogues nationaux. Les pays qui ont inclus les jeunes dans leur financement prioritaire n'ont pas de représentation des jeunes dans leurs ICN. Dans les pays sans représentation des jeunes ou sans engagement des jeunes au sein des ICN, les jeunes étaient limités aux conseils nationaux de la jeunesse et à la collaboration avec d'autres parties prenantes pour réduire le harcèlement et garantir le soutien aux personnes vivant avec le VIH, par exemple. Toutefois, dans l'ensemble des pays, il a été difficile de s'engager auprès des jeunes vivant avec la tuberculose et le paludisme.

Dans tous ces cas, des demandes ont été formulées pour le renforcement des capacités de plaidoyer et la mobilisation des ressources pour le financement des dialogues et des consultations dans les pays. L'audit des ICN réalisé en 2023 par le BIG mentionne que le Fonds mondial a permis aux communautés de participer et d'être consultées lors de la prise de décision en prévoyant des dispositions spéciales dans les outils de demande de financement dans le cadre du mécanisme de réponse Covid-19. Toutefois, une enquête externe présentée dans le rapport du Fonds mondial montre qu'il reste encore beaucoup à faire.

Enquête RISE en 2023 :

- Les communautés en dehors des ICN souhaitent être davantage consultées et ont besoin d'un soutien à cet effet, car 66 % d'entre elles estiment qu'elles ne sont pas consultées du tout ou pas assez, et 28 % seulement sont satisfaites du financement.
- En outre, seuls 47 % des membres de la société civile de l'ICN ont participé à la sélection des bénéficiaires principaux, à l'octroi de subventions ou à des activités de supervision.
- Plus inquiétant encore, l'enquête RISE 2023 a révélé que 50 % des populations clés ont été victimes de discrimination et 43 % d'intimidation pendant leur séjour dans les ICN.

Les 52 évaluations finales ont également montré que si la majorité (81 %) des 52 ICN ont fait état d'un bon équilibre entre les hommes et les femmes, la représentation des personnes vivant avec des maladies est encore loin d'être assurée. Le Fonds mondial a reconnu qu'il restait beaucoup à faire pour rendre les ICN plus inclusives. Le soutien des partenaires de développement doit également être amplifié afin que les voix représentatives ne restent pas isolées. Ce dernier point est important, car les données montrent que l'OMS était représentée dans 88 % et les partenaires multilatéraux et bilatéraux dans 91 % des 110 ICN sous l'égide du CPI.

Cependant, le Fonds mondial demande-t-il à ses alliés d'en faire plus pour corriger ce qu'il ne peut réparer ? Dans le cadre de l'étude pilote de l'Initiative stratégique Evolution des ICN, seulement 22 et 27 des 93 ICN ont choisi de « soutenir les processus d'examen et de mise à jour de la composition des ICN » et de « soutenir la société civile dans la préparation et la participation au processus électoral ». Lorsque les ICN elles-mêmes ne considèrent pas ces domaines comme une priorité majeure, la question de savoir dans quelle mesure l'influence extérieure contribuera à faire avancer ce programme n'est pas pertinente.

Conclusion

Le Fonds mondial est conscient de la réalité du manque d'engagement effectif du gouvernement avec la société civile et les communautés, et cet aspect a été couvert par [Aidspan](#). Le Fonds mondial peut déterminer comment les gouvernements peuvent entreprendre un tel engagement, mais il doit également utiliser son influence politique pour plaider auprès des gouvernements afin qu'ils entreprennent ce changement transformateur. Le Fonds mondial a répété qu'il était nécessaire de déterminer comment les communautés et les principes démocratiques et éthiques des ICN s'inscrivent dans les priorités changeantes de la santé mondiale, ce qui pose le risque que la gouvernance de la santé menée par les gouvernements soit reportée en tant qu'objectif d'un avenir proche. Pourtant, l'une des questions clés posées à l'actuel Comité stratégique du Conseil du Fonds mondial en mars 2024 était la suivante : « Dans quelle mesure devrions-nous encourager les ICN à se concentrer sur la gouvernance du secteur de la santé dirigée par le gouvernement si l'on craint de placer les communautés au centre ? » Cette question indique que le contrôle des ICN par le gouvernement est devenu le véritable élément non négociable, un héritage que le Fonds mondial a lui-même créé. L'inversion du cours des choses ne se fera pas du jour au lendemain.

[Read More](#)
